

IRAN : INGERENCE EXTERIEURE

OU

LUTTE INTERNE POUR LE POUVOIR

Par Jean-Claude Courdy

La théocratie iranienne du guide suprême, l'Ayatollah Khameney et de son féal Ahmadinejad accuse les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne, d'ingérence dans leurs affaires intérieures. Cette manière de se défaire de ses responsabilités est l'apanage des dictatures qui savent trouver des exutoires commodes « par où s'épanche leur déraison » pour paraphraser Flaubert.

Le ministre iranien des affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a beau jeu de parler à propos des dirigeants européens et américains de « remarques irresponsables ». Si un magazine américain parle de vacillement de la théocratie islamique, il s'agit sans doute d'une illusion. La réalité paraît donner raison à la frange la plus conservatrice du peuple entraînée par les « Pasdarans », gardiens de la révolution, car ceux-ci, selon des informations puisées à bonne source, contrôlent un tiers de l'activité économique du pays. Là réside le socle du pouvoir actuel. Tout changement de personnel politique risquerait à l'évidence d'impliquer une réforme de ce corps de privilégiés dont on sait qu'il est à l'origine de détournements faramineux de pétrodollars. Officiellement ou non, les « Pasdarans » sont présents dans tous les secteurs où on brasse des capitaux. Selon un site Internet asiatique basé à Bangkok, un rapport de l'office national chargé des audits, en date de février 2009, parle de la disparition de un milliard de dollars de revenus pétroliers. Les opposants à Ahmadinejad affirment que le montant total des détournements s'élèverait à quarante six milliards de dollars. Cet argent sert à soutenir les mouvements islamistes dans le monde comme le Hezbollah libanais. On comprend dès lors pourquoi les « Pasdarans » craignent tellement un changement à la tête de l'exécutif iranien. Dans le même temps les dirigeants actuels de l'Iran, autrement dit la faction qui soutient l'Ayatollah Khamenei et le Président Ahmadinejad savent que leur pouvoir demeure protégé tant que les « Pasdarans » détiendront une puissance économique aussi importante.

Qu'Ahmadinejad ou le guide suprême Khamenei frappés de l'étiquette conservateur soient aujourd'hui écartés au profit de l'Ayatollah Rasfadjani et du Président Mir Hossein Moussavi qualifiés de modérés ne change en rien pour les occidentaux la tentative d'hégémonie iranienne sur le monde musulman.

Pour essayer de désamorcer toute tentative de déstabilisation, Ahmadinejad a choisi la stratégie éculée la plus facile : les manifestations, les affrontements de rues, les milliers d'opposants au régime de restriction des libertés publiques, imposé par l'Ayatollah Khamenei, le bouillonnement intellectuel de l'Iran, tout est de la responsabilité de l'occident. L'arrestation fin juin, d'employés locaux de l'ambassade de Grande Bretagne à Téhéran, démontre l'intimidation et le harcèlement dont sont capables le gouvernement et son président, harcèlement que l'Union Européenne a dénoncé officiellement.

A l'intérieur, un gouvernement soi-disant élu a commencé une épuration implacable : Universitaires, étudiants, anciens ministres, défenseurs des droits de l'homme, iraniens de tous âges, sont arrêtés sur dénonciation des comités de quartier, torturés tabassés voir exécutés par les « Bassidji », les milices armées du régime. Mahmoud Ahmadinejad veut faire peur aux populations soumises à l'arbitraire.

Pour le gouvernement, l'enjeu est une question de survie. Il s'est placé lui-même dans une situation de non retour qui exige l'extermination totale de toute opposition, à n'importe quel prix. Les radicaux islamiques poursuivent donc leur épuration.

Jusqu'ou ? Le scénario d'une révolution totale n'est pas à exclure, qui conduirait à un renversement de pouvoir sur le modèle de celui qui a entraîné la chute de la dynastie des Pahlavi. Mais le moment n'est sans doute pas venu où une société civile pourrait, dans l'union, être capable de remettre les religieux à leur place et de rétablir un régime de séparation des pouvoirs.

Il est plus probable de voir se dessiner temporairement, dix, vingt ou cinquante ans, un autre scénario : celui d'un Iran, internationalement isolé, n'ayant d'autre soutien, au demeurant fort mesuré, que celui de la Russie et celui de la Chine, pour des raisons géostratégiques qui leur sont propres.

Quoi qu'il arrive aujourd'hui et quel que soit le pouvoir politico-religieux en place, le monde occidental demeurera l'ennemi à abattre et l'objectif de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire ira à son terme.

Jean-Claude COURDY